

Sous-Comité des pays les moins avancés

APERÇU DES PROGRÈS RÉALISÉS EN CE QUI CONCERNE LE FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (FANDC)

Note du Secrétariat¹

I. INTRODUCTION

1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) est un programme mondial de renforcement des capacités et de coopération technique dans le domaine sanitaire et phytosanitaire (SPS) établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Diverses autres organisations internationales – y compris le Centre du commerce international (ITC), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) – ainsi que des donateurs et des pays en développement participent également au Fonds.²

2. Les deux principaux objectifs du FANDC sont les suivants:

- aider les pays en développement à accroître leur connaissance ainsi que leur capacité d'analyse et de mise en œuvre des normes SPS internationales et à améliorer ainsi leur situation sanitaire, zoonositaire et phytosanitaire pour pouvoir s'assurer un accès aux marchés et le conserver; et
- servir de vecteur pour la sensibilisation à l'importance des questions SPS, la coordination des fournisseurs de coopération technique, la mobilisation de fonds, l'échange de données d'expérience et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS tant du point de vue des fournisseurs que de celui des bénéficiaires.

3. Le présent document donne un aperçu des activités menées par le FANDC depuis le dernier rapport soumis à la réunion du Sous-Comité des PMA en juin 2009. Il concerne les activités menées dans le cadre du Plan de fonctionnement du FANDC pour 2009 dans les domaines suivants: i) coordination et diffusion de renseignements; ii) élaboration des projets; et iii) financement des projets. De plus, il met l'accent sur les grands domaines des travaux du FANDC prévus pour 2010 dans le cadre du nouveau Plan de fonctionnement du FANDC pour 2010-2011.³ L'annexe I du présent document contient la liste complète des projets achevés et des projets en cours du FANDC

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² On trouvera des renseignements plus détaillés sur le FANDC et ses activités à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org>.

³ Tel qu'il a été approuvé par le Groupe de travail du FANDC et le Comité directeur les 10 et 11 décembre 2009, respectivement.

ainsi que des dons pour l'élaboration de projets en faveur des pays les moins avancés (PMA) à la fin février 2010.

II. ACTIVITÉS DU FANDC EN 2009

Coordination et diffusion de renseignements

4. Le FANDC a organisé trois activités thématiques consacrées au renforcement des capacités au second semestre de 2009. Le tableau 1 ci-après donne un aperçu de ces activités. Des renseignements complémentaires sur chacune d'entre elles figurent ci-dessous.

Tableau 1: Aperçu des activités du FANDC aux niveaux mondial et régional au second semestre de 2009

Date	Thème	Organisation collaboratrice	Lieu
22 et 23 septembre	Le changement climatique et les risques et solutions SPS	Banque mondiale	Washington
29 et 30 septembre	Lutte contre la mouche des fruits en Afrique de l'Ouest	CEDEAO	Bamako
30 octobre	Recours à l'analyse économique pour éclairer la prise de décisions dans le domaine SPS	OMC	Genève

5. Les 22 et 23 septembre 2009, le FANDC a organisé à Washington, en collaboration étroite avec le Groupe de la recherche sur le développement de la Banque mondiale, un séminaire d'experts intitulé "le changement climatique et le commerce des produits agricoles: risques et solutions". Ce séminaire visait à accroître la sensibilisation aux incidences du changement climatique sur les risques SPS et aux mesures nécessaires pour faire face aux défis lancés. Il y est parvenu en présentant de nouvelles recherches sur ce sujet et en examinant les priorités du renforcement des capacités SPS. Plus de 100 représentants d'organisations internationales, d'organismes de réglementation et de développement, d'établissements de recherche ou universitaires et du secteur privé ont participé au séminaire.

6. Le séminaire a mis en lumière les effets qui se font déjà sentir sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux et qui risquent de s'aggraver, ce qui aurait des incidences sur l'élaboration et l'application futures de normes SPS. Les grandes lignes des actions futures ont été décrites, à savoir: i) la poursuite du renforcement des systèmes SPS et de l'amélioration du processus de prise de décisions dans le domaine SPS dans les pays en développement afin de réduire la vulnérabilité et de permettre la bonne gestion des défis SPS résultant du changement climatique; ii) l'accent mis sur une surveillance des parasites/maladies économe en ressources, fondée sur les risques et ciblant les points d'entrée; iii) l'utilisation accrue des plans de surveillance des parasites, des enquêtes participatives, des techniques d'interception et des nouvelles techniques de dépistage, ainsi que de la prévision et des réseaux d'alerte rapide; iv) l'identification de mesures SPS plus respectueuses du climat essentiellement pour remplacer les mesures susceptibles d'accentuer le changement climatique (s'agissant du bromométhane, par exemple); et v) l'intégration de l'adaptation dans la coopération pour le développement et le renforcement des capacités SPS. Des renseignements complémentaires sur ce séminaire, y compris des documents, des présentations, des podcasts et une note d'information de deux pages reprenant les principaux messages et conclusions du séminaire, figurent sur le site Web du FANDC.

7. Le FANDC a organisé, conjointement avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) une réunion de parties prenantes à Bamako les 29 et

30 septembre 2009 pour promouvoir une approche coordonnée mobilisant toutes les parties prenantes afin de lutter contre la mouche des fruits en Afrique de l'Ouest. Des représentants de gouvernements, d'instituts de recherche, du secteur privé, de la société civile et de partenaires de développement ont approuvé un plan d'action régional quinquennal élaboré par le Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (COLEACP) et doté d'un budget de 25 millions d'euros. L'élaboration de ce plan a été financée par le FANDC et la Banque mondiale et a complété une étude antérieure sur les dommages causés par la mouche des fruits dans la production des fruits en Afrique de l'Ouest, financée par l'Union européenne en 2007.

8. Les parties prenantes ont adopté la Déclaration de Bamako, indiquant la feuille de route destinée à assurer la mise en œuvre du plan d'action régional au cours des mois à venir. Elle comprend des recommandations à l'intention des gouvernements et des donateurs afin qu'ils fassent de la lutte contre la mouche des fruits une priorité dans le cadre de la planification nationale et régionale et de leur budget. Tous les documents concernant la réunion de Bamako, y compris des présentations et une note d'information de deux pages reprenant les conclusions de la réunion, figurent sur le site Web du FANDC.

9. Le 30 octobre 2009, le FANDC a organisé à Genève un atelier sur l'utilisation de l'analyse économique comme moyen d'éclairer la prise des décisions dans le domaine SPS. Les pays et organisations qui ont eu recours à l'analyse économique pour étayer la prise de ces décisions ont échangé leurs données d'expérience et ont démontré de quelle manière l'analyse économique peut fournir des informations utiles pour améliorer la prise de décisions dans le domaine SPS et la répartition des ressources disponibles. Environ 250 personnes, y compris des délégués du Comité SPS et 60 fonctionnaires de pays en développement, ont participé à l'atelier.

10. Les participants sont convenus que l'analyse économique n'était pas seulement un outil pratique étayant les processus de prise de décisions et améliorant l'allocation des ressources mais qu'elle pouvait aussi aider à convaincre les responsables des orientations politiques et les décideurs de la nécessité d'investir dans le renforcement des capacités SPS en démontrant quels sont les avantages financiers offerts et les économies possibles. L'utilisation de l'analyse économique favorise généralement la transparence, l'objectivité et la responsabilité de la prise de décisions. Des données incomplètes et le manque de connaissances et de compétences requises limitent l'application de l'analyse économique dans de nombreux pays en développement. Des renseignements complémentaires sur l'atelier, y compris des présentations, des podcasts, une note d'information de deux pages sur les conclusions de l'atelier ainsi qu'un rapport d'information intitulé "Lignes directrices sur l'utilisation de l'analyse économique", figurent sur le site Web du FANDC.

11. Outre ces activités thématiques, le FANDC a organisé, à Nairobi et Bamako en juillet 2009, deux ateliers de "formation de formateurs" à l'intention des fonctionnaires chargés des questions SPS de sept communautés économiques régionales africaines et d'un groupe restreint additionnel d'experts africains des questions SPS. Ces deux ateliers, qui ont beaucoup bénéficié de la participation des secrétariats de l'OIE, de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) s'inscrivaient dans le cadre de la contribution du FANDC au projet "Participation des nations africaines aux activités des organisations de normalisation sanitaire et phytosanitaire (PAN-SPSO)". Ce projet, dont la réalisation doit durer jusqu'en décembre 2011, est financé en grande partie par l'Union européenne (3,35 millions d'euros au total) et mis en œuvre par le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA) en collaboration étroite avec le Conseil phytosanitaire interafricain (CPI-UA) et les communautés économiques régionales africaines.⁴

⁴ Il s'agit de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté

12. Dans le cadre de son rôle de sensibilisation et de diffusion de renseignements, le FANDC a produit, en juin 2009, un film intitulé "Un commerce en toute sécurité: protéger la santé, promouvoir le développement". Le film présente trois études de cas qui montrent comment des pays relèvent le défi consistant à respecter les normes SPS pour accéder aux marchés étrangers et relever les revenus. Au second semestre, une version abrégée (de huit minutes) du film a été produite, ainsi qu'un bref clip sur les missions et les fonctions du FANDC. Toutes les publications du FANDC, y compris sa série de notes d'information de deux pages, son bulletin triannuel et ses films, figurent en anglais, en français et en espagnol sur le site Web du FANDC. La version longue du film du FANDC peut être également vue sur You Tube.

Élaboration de projets

13. Les dons pour l'élaboration de projets (DEP) sont un mécanisme essentiel pour le développement futur du programme du FANDC et aident les pays en développement à surmonter les difficultés auxquelles ils se heurtent lorsqu'ils tentent de définir leurs besoins. Ils contribuent aussi à assurer des synergies avec d'autres initiatives en cours, en particulier le Cadre intégré renforcé (CIR) et l'initiative "Aide pour le commerce", ainsi qu'à mobiliser des fonds pour mettre en œuvre les activités de projet qui en résultent.

14. Depuis sa création, le FANDC avait approuvé et financé 38 DEP à la fin février 2010. Ving-quatre DEP avaient été destinés exclusivement à des PMA. À ses réunions de juin et décembre 2009, respectivement, le Groupe de travail du FANDC a approuvé cinq DEP, dont deux en faveur de PMA:

- STDF/PPG/302: *Appui à la compétitivité du secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal); et*
- STDF/PPG/309: *Mise en place d'un système de gestion SPS en Guinée-Bissau.*

Financement des projets

15. Depuis sa création, le FANDC avait approuvé, à la fin février 2010, 41 projets en vue de les financer. Sur ces projets, 14 visaient exclusivement des PMA. Aux réunions du Groupe de travail du FANDC tenues en juin et décembre, cinq projets ont été approuvés en vue de leur financement, dont deux en faveur de PMA:

- STDF/PG/283/R1: *Soutien pour l'évaluation des risques SPS dans le secteur de l'exportation des mangues au Mali; et*
- STDF/PG/313: *Poursuite de l'initiative ouest-africaine de lutte contre la mouche des fruits (WAFFI) en 2010.*

16. Un aperçu de l'état actuel des projets du FANDC et des DEP en faveur des PMA est donné à l'annexe I. Depuis sa création, le FANDC a consacré 54 pour cent des ressources pour la réalisation de projets aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-après.⁵ La figure 2 indique que 57 pour cent du total des projets FANDC et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 13 pour cent à l'Amérique latine et aux Caraïbes et 11 pour cent à l'Asie. En

économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

⁵ Le FANDC a pour objectif de consacrer au moins 40 pour cent des ressources pour la réalisation de projets aux PMA et aux APFR.

outre, 14 pour cent des projets du FANDC et des DEP peuvent être classés comme étant de portée mondiale.

Figure 1: Projets du FANDC et DEP (dollars EU)

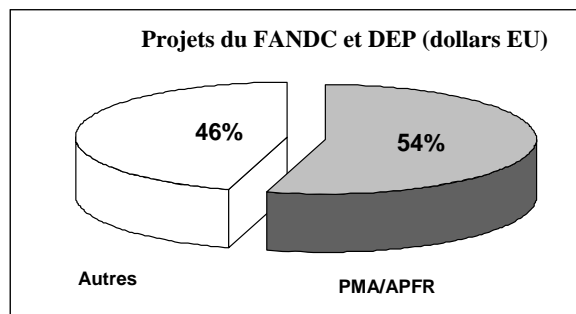
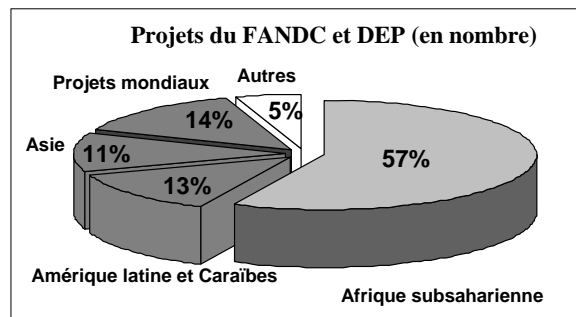


Figure 2: Projets du FANDC et DEP (en nombre)



17. Les demandes de financement par le FANDC peuvent être faites à n'importe quel moment de l'année mais doivent parvenir au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail afin d'être examinées à cette réunion. Les prochaines dates limites pour la présentation des demandes en 2010 sont le 9 avril et le 30 juillet, respectivement.

III. ACTIVITÉS PRÉVUES DU FANDC EN 2010

18. En 2010, le FANDC prévoit d'organiser deux activités thématiques liées au renforcement des capacités SPS, continuant ainsi à jouer son rôle de coordination, de diffusion et d'échange de renseignements ainsi que de promotion et de diffusion des bonnes pratiques. Avant la réunion du Groupe de travail du FANDC, le FANDC organisera une réunion de travail au niveau technique sur les indicateurs d'incidence SPS le 1^{er} juillet 2010, en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les efforts du FANDC dans ce domaine s'appuient sur des travaux déjà consacrés en 2007-2008 par le FANDC et l'OCDE aux bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS et s'inscrivent dans le cadre plus large d'une évaluation et d'un suivi plus rigoureux de l'aide publique au développement qui figure de plus en plus au premier plan du programme international de développement. Les travaux du FANDC ont pour but d'identifier des critères SPS communs et de donner des indications concernant le choix d'indicateurs significatifs lors de l'élaboration des projets et programmes de renforcement des capacités dans le domaine SPS.

19. Au second semestre de 2010, le FANDC prévoit d'organiser un atelier sur les partenariats public/privé pour le renforcement des capacités SPS. L'atelier aura pour but de présenter ces partenariats et d'examiner leurs objectifs, leur expérience et leurs résultats. Il favorisera un dialogue approfondi entre les secteurs public et privé sur les considérations générales et les questions de mise en œuvre liées à ces partenariats, s'agissant des problèmes communs, des innovations et des bonnes pratiques. Ainsi, l'atelier fournira l'occasion de définir les intérêts communs des gouvernements et des entreprises dans le domaine du renforcement des capacités SPS, d'examiner les expériences acquises et les leçons tirées des partenariats dans le domaine SPS et de réfléchir au rôle des partenariats public/privé pour ce qui est de surmonter les contraintes en matière de capacités SPS.

20. Le FANDC prévoit aussi de financer un projet pilote concernant l'utilisation de l'analyse économique pour la prise de décisions dans le domaine SPS. Ces travaux commenceront au second semestre de 2010. Selon une conclusion tirée par l'atelier du FANDC consacré à ce thème le 30 octobre 2009, il faudrait peut-être adopter, dans certains cas, une approche de l'analyse économique plus souple que celle qui consiste en une analyse coûts-avantages et coût-efficacité. Il serait peut-être plus approprié d'inclure dans le champ de l'analyse économique des options nombreuses et variées en matière de renforcement des capacités et plusieurs incidences, surtout dans

le contexte d'un pays en développement où les données et les ressources analytiques sont limitées. Le projet pilote expérimentera l'approche dite de l'analyse multicritères de décisions dans deux pays, à déterminer, où la quantité et/ou la qualité des données disponibles diffèrent. Il sera suivi de l'élaboration d'un guide pratique de l'utilisateur pour l'analyse économique, destiné aux analystes et aux décideurs des pays en développement.

21. Il est prévu d'achever, au premier semestre de 2010, une étude et une analyse exploratoires des mécanismes de coordination SPS existants en Afrique, financées par le FANDC. Le but de l'étude est de mieux éclairer la création proposée de tels mécanismes en Afrique, tant au niveau national qu'au niveau des communautés économiques régionales, afin d'améliorer la coordination entre les acteurs SPS sur le terrain et d'accroître la participation effective des pays aux organismes internationaux de normalisation et au Comité SPS. Ces travaux se fonderont sur les expériences faites et les leçons tirées dans d'autres régions du monde, par exemple en Amérique latine dans le cadre de projets mis en œuvre par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). Les résultats de l'étude seront diffusés auprès du Comité SPS et du Groupe de travail du FANDC et par le biais de la participation du FANDC à des réunions de donateurs et d'organisations pertinentes, y compris celle qui sera consacrée au programme PAN-SPSO mis en œuvre par le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA).

22. Enfin, le FANDC continuera de collaborer à d'autres activités et initiatives très diverses dans le domaine de la coopération technique en matière SPS afin de surveiller les évolutions, de créer des synergies, d'échanger des données d'expérience et d'assurer une coordination maximale. En particulier, il collaborera à l'initiative Aide pour le commerce et avec le Secrétariat du CIR à Genève afin de mieux faire connaître les questions SPS et de mobiliser des ressources additionnelles. Le FANDC s'efforcera de plus en plus de participer à des activités régionales organisées par ses partenaires, donateurs et observateurs pour: i) diffuser les résultats de ses activités et projets de coordination de plus en plus nombreux; et ii) promouvoir l'importance et, par conséquent, l'élaboration de plans d'action SPS aux niveaux national, régional et/ou thématique.

23. Le FANDC continuera de surveiller la mise en œuvre du plan d'action régional de lutte contre la mouche des fruits en Afrique de l'Ouest et d'aider à mobiliser des ressources. Au titre du suivi de la réunion tenue à Bamako en septembre 2009, le FANDC a participé, à Abuja les 27 et 28 janvier 2010, à l'examen de l'Aide pour le commerce dans le cadre de la CEDEAO. Lors de cet examen, l'importance de faire de la lutte contre la mouche des fruits une des priorités de la politique agricole de la CEDEAO a été soulignée. En marge de ces travaux, le FANDC a également participé à une séance d'information organisée par le Mécanisme pour la facilitation des échanges, fonds fiduciaire multidonateurs dirigé par la Banque mondiale. Les discussions entre la CEDEAO et le Mécanisme pour la facilitation des échanges sur une éventuelle contribution à la mise en œuvre du plan d'action régional sont en cours.

ANNEXE 1: PROJETS ET DONNS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP) EN FAVEUR DES PMA

Liste de DEP en faveur des PMA

Réf.	Titre	Bénéficiaire	Objectif	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Total FANDC (\$EU)	Date de début	Date de fin	État d'avancement
STDF 046	Mise en œuvre des normes du Codex (OMS Afrique)	Bénin et Tanzanie	Aider l'OMS Afrique à élaborer une proposition de projet qui vise à aider certains pays africains à mettre en œuvre les normes du Codex.	Kenza Le Mentec J. Claude Cheftel	19 000	1 ^{er} août 2006	31 août 2007	Achevé
STDF 052	Contamination après-récolte au Malawi et en Zambie	Malawi et Zambie	Élaborer une proposition de projet axée sur les problèmes de contamination après-récolte dans les secteurs du paprika et de l'arachide au Malawi et en Zambie. (Projet fondé sur l'EDIC du Cadre intégré.)	Gordon Shephard	20 000	15 février 2007	15 août 2007	Achevé
STDF 061	Renforcement des capacités SPS au Cambodge	Cambodge	Mener des travaux sur le terrain au Cambodge pour élaborer une proposition de projet.	Digby Gascoine	20 000	24 avril 2005	22 juillet 2005	Achevé
STDF 063	Contrôle de la qualité des produits agricoles au Bénin	Bénin	Appliquer les "Directives pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités dans les systèmes officiels de contrôle des denrées alimentaires", qui ont été mises au point par la FAO et l'OMS.	Lois C. Laleye	20 000	15 juin 2005	31 juillet 2005	Achevé
STDF 064	Renforcer les capacités SPS à Djibouti	Djibouti	Effectuer des recherches sur le terrain et réaliser la conception du projet dans le secteur de l'élevage à Djibouti. (Projet fondé sur l'EDIC du Cadre intégré.)	Greg Sullivan	20 000	25 mai 2005	1 ^{er} août 2005	Achevé
STDF 065	Renforcer les capacités SPS en Guinée	Guinée	Élaborer une proposition de projet qui repose sur l'évaluation par la CNUCED des coûts de mise en conformité dans le secteur des fruits tropicaux. (Projet fondé sur l'EDIC du Cadre intégré.)	CNUCED	20 000	1 ^{er} juin 2005	26 août 2005	Achevé

Réf.	Titre	Bénéficiaire	Objectif	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Total FANDC (\$EU)	Date de début	Date de fin	État d'avancement
STDF 066	Élaborer une proposition de projet pour renforcer les capacités SPS au Mozambique	Mozambique	Élaborer une proposition de projet qui s'appuie sur l'évaluation par la CNUCED des coûts de conformité dans le secteur des fruits tropicaux. (Projet fondé sur l'EDIC du Cadre intégré.)	CNUCED	20 000	23 mai 2005	26 août 2005	Achevé
STDF 069	Élaborer une proposition de projet pour renforcer les capacités SPS au Yémen	Yémen	Examiner les questions SPS dans le secteur de la pêche et concevoir un projet (sur la base de l'EDIC du Cadre intégré).	Tim Huntington	19 700	1 ^{er} octobre 2005	19 novembre 2005	Achevé
STDF 088	Renforcer les capacités en ressources humaines dans le domaine SPS	Népal	Évaluer les besoins de formation des autorités chargées des questions SPS au Népal et concevoir un programme de formation.	FAO	20 000		27 mars 2007	Achevé
STDF 101	Évaluation des capacités du système national de contrôle des denrées alimentaires en Érythrée	Érythrée	Appliquer les "Directives pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités dans les systèmes officiels de contrôle des denrées alimentaires", qui ont été mises au point par la FAO et l'OMS, et concevoir une proposition de projet.	Arpad Ambrus	28 690	5 janvier 2006	31 mars 2006	Achevé
STDF 102	Contraintes SPS et don pour l'élaboration d'un projet de diversification des exportations	Mali	Améliorer les capacités SPS dans le secteur des fruits et des légumes.	Malika Bounfour	20 000	15 mars 2006	31 mai 2006	Achevé
STDF 103	Initiative concernant les normes applicables à l'exportation des produits horticoles au Rwanda (RHESI)	Rwanda	Améliorer les capacités SPS dans le secteur des fruits et des légumes.	Université d'État du Michigan	22 000	15 février 2006	1 ^{er} mai 2006	Achevé

Réf.	Titre	Bénéficiaire	Objectif	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Total FANDC (\$EU)	Date de début	Date de fin	État d'avancement
STDF 113	Étude des besoins en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires au Burundi	Burundi	Appliquer les "Directives pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités dans les systèmes officiels de contrôle des denrées alimentaires", mises au point par la FAO et l'OMS, afin d'étudier la situation du Burundi en ce qui concerne la sécurité sanitaire des produits alimentaires et d'élaborer une proposition de projet lié au commerce.	OMC/Bureau des normes du Burundi Mohammed Majdi	20 000	1 ^{er} septembre 2006	30 novembre 2006	Achevé
STDF 126	Aide à l'établissement d'une organisation professionnelle horticole en Tanzanie	Tanzanie	Élaborer un plan d'entreprise et faciliter l'établissement d'une association horticole en Tanzanie.	Association horticole tanzanienne (TAHA)	5 500	15 juillet 2006	30 septembre 2006	Achevé
STDF 127	Renforcement de la capacité de la Chambre de commerce du Bénin à suivre l'évolution des normes SPS sur les marchés d'exportation	Bénin	Établir un centre d'information au sein de la Chambre de commerce du Bénin pour faire en sorte que les entreprises soient informées des mesures SPS visant leurs exportations présentes ou prévues.	Stefan Skrzypczak	20 000	20 novembre 2006	28 février 2007	Achevé
STDF 165	Amélioration des contrôles SPS visant la production de fruits à Madagascar	Madagascar	Aider Madagascar à établir des lieux de production exempts de parasites.	CTHA (Centre technique horticole d'Antananarivo)	20 000	1 ^{er} février 2008	À approuver	En cours
STDF 191	Amélioration des capacités SPS nationales en Sierra Leone	Sierra Leone	Concevoir un cadre SPS national.	CARANA Corporation	20 000	1 ^{er} janvier 2008	31 juillet 2008	Achevé
STDF 221	Améliorer la compétitivité des fournisseurs du Burkina Faso sur les marchés national, régional et international	Burkina Faso	Identifier les problèmes et contraintes SPS spécifiques touchant la production et l'exportation de sésame, et élaborer une proposition de projet visant à surmonter ces contraintes et à améliorer l'accès aux marchés.	Tidiane Traore	20 000	10 janvier 2009	30 avril 2009	Achevé

Réf.	Titre	Bénéficiaire	Objectif	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Total FANDC (\$EU)	Date de début	Date de fin	État d'avancement
STDF 234	Élaboration du Programme de bonnes pratiques agricoles de la RDP lao	RDP lao	Créer une infrastructure institutionnelle pour assurer l'accès aux marchés pour les produits agricoles de la RDP lao.	Andrew Wilson	18 410	18 août 2008	16 janvier 2009	Achevé
STDF 242	Préciser les besoins dans le domaine SPS exprimés dans l'EDIC du Cadre intégré	Comores	Évaluer les besoins en ressources humaines et en infrastructures dans le domaine SPS en se basant sur l'EDIC du Cadre intégré et formuler une proposition de projet visant à améliorer la compétitivité des secteurs du litchi et du homard.	Chokri Damergi	20 000	1 ^{er} février 2009	30 avril 2009	Achevé
STDF 262	Renforcement des services vétérinaires et action en faveur de l'accès aux marchés d'Afrique du Nord des produits animaux en provenance des pays du Sahel	Mali, Niger, Burkina Faso	Réexamen de la stratégie régionale pour le renforcement des services vétérinaires.	CILSS (Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel)	19 600	1 ^{er} décembre 2009	31 mars 2010	En cours
STDF 268	Harmonisation du cadre juridique, réglementaire et institutionnel régissant la gestion du contrôle SPS	Tanzanie	Renforcer la législation dans le domaine SPS et améliorer le système de gestion institutionnelle.	Institut des ressources naturelles (NRI), Université de Greenwich	20 000	1 ^{er} mai 2009	À approuver	En cours
STDF 302	Appuyer la compétitivité du secteur du chou dans la région des Niayes	Sénégal	Améliorer la qualité du chou en mettant en place des systèmes conformes aux bonnes pratiques agricoles, faciliter la traçabilité et établir des systèmes HACCP.	Olivier Bertin-Mahieux	25 631	1 ^{er} octobre 2009	31 décembre 2009	Achevé
STDF 309	Assistance technique au Ministère du commerce et de l'industrie pour l'élaboration d'un projet de mise en place du système de gestion SPS	Guinée-Bissau	Aider le gouvernement à évaluer sa situation en matière de biosécurité en utilisant l'outil d'évaluation des capacités en matière de biosécurité élaboré par la FAO.	À confirmer	30 000	À confirmer	À confirmer	En attente de passation de contrat

Liste des projets du FANDC en faveur des PMA

Réf.	Titre	Bénéficiaire	Objectif	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Total FANDC (\$EU)	Date de début	Date de fin	État d'avancement
STDF 013	Élaboration de plans d'action régionaux destinés à améliorer les capacités vétérinaires en Afrique orientale et occidentale	Djibouti, Éthiopie et Mali	Élaborer des stratégies régionales visant à renforcer les capacités vétérinaires en Afrique orientale et occidentale, notamment pour améliorer la surveillance, les rapports, le contrôle ainsi que l'application des normes internationales.	OIE	329 400	1 ^{er} octobre 2006	31 juillet 2008	Achevé
STDF 048	Amélioration de la production de la noix de karité et de la noix de cajou au Bénin grâce à l'application de bonnes pratiques agricoles	Bénin	Appliquer de bonnes pratiques agricoles pour surmonter les problèmes liés à la contamination par les mycotoxines dans la production de la noix de karité et de la noix de cajou.	CRA – Agonkanmey (Centre de recherches agricoles d'Agonkanmey)	512 139	1 ^{er} juin 2008	31 mai 2010	En cours
STDF 065	Élaboration d'un système privé/public de contrôle de la sécurité sanitaire pour le secteur des exportations horticoles en Guinée	Guinée	Aider les secteurs public et privé à se conformer aux normes officielles et commerciales applicables aux exportations de fruits et de légumes en mettant au point un système de contrôle de la sécurité sanitaire. Projet élaboré sur la base du rapport de l'EDIC du Cadre intégré.	CNUCED	572 724	1 ^{er} décembre 2005	30 juin 2010	En cours
STDF 069	Amélioration des capacités en vue d'assurer la sécurité sanitaire et la qualité des produits de fruits de mer yéménites	Yémen	Aider l'Association des exportateurs de fruits de mer du Yémen (YSEA) à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des produits de fruits de mer yéménites.	YSEA (Association des exportateurs de fruits de mer du Yémen)	464 560	1 ^{er} août 2007	31 décembre 2009	Achevé
STDF 126	Établir le Conseil tanzanien de développement horticole	Tanzanie	Aider le secteur horticole tanzanien à régler les questions SPS.	Association horticole tanzanienne (TAHA)	299 281	1 ^{er} juillet 2009	28 février 2011	En cours
STDF 127	Système d'information SPS au Bénin	Bénin	Améliorer les flux d'information sur les prescriptions SPS au Bénin, en particulier dans le secteur privé.	Chambre du commerce du Bénin	402 965	1 ^{er} septembre 2008	1 ^{er} août 2010	En cours

Réf.	Titre	Bénéficiaire	Objectif	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Total FANDC (\$EU)	Date de début	Date de fin	État d'avancement
STDF 134	Renforcement des capacités en vue d'améliorer les résultats commerciaux de certains pays d'Afrique de l'Ouest dans le secteur de la pêche	Bénin, Gambie Mauritanie, Sénégal et Sierra Leone	Améliorer la connaissance des questions SPS et la sensibilisation à ces questions dans le secteur de la pêche, dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest.	FAO	523 840	1 ^{er} juin 2008	28 mars 2010	En cours
STDF 145	Initiative concernant les normes applicables à l'exportation des produits horticoles au Rwanda (RHESI)	Rwanda	Accroître les exportations rwandaises de fruits, de légumes et de fleurs en direction des marchés internationaux et régionaux.	Université de l'État du Michigan (MSU)	589 845	1 ^{er} mai 2007	30 mai 2009	Achevé
STDF 146	Renforcement des contrôles phytosanitaires au Mali (en particulier pour les exportations de mangues)	Mali	Élargir l'accès aux marchés internationaux pour les produits frais du Mali en améliorant les capacités de contrôle phytosanitaire. Projet élaboré sur la base de l'EDIC du Cadre intégré.	Ministère du commerce (Unité de gestion du Cadre intégré) et FAO	560 304	1 ^{er} janvier 2007	28 février 2010	En cours
STDF 170	Renforcement des capacités des fonctionnaires chargés des mesures SPS au Népal	Népal	Former des fonctionnaires des administrations publiques à la mise en œuvre des mesures SPS. Projet fondé sur l'EDIC du Cadre intégré.	FAO	389 648	1 ^{er} avril 2008	31 mars 2010	En cours
STDF 230	Établissement de zones exemptes de parasites pour lutter contre la maladie du jaunissement mortel du cocotier au Mozambique	Mozambique	Renforcer les capacités dans le domaine phytosanitaire afin d'appliquer les normes internationales pour contenir la maladie du jaunissement mortel du cocotier et ainsi étendre l'accès aux marchés pour la noix de coco.	FAO	365 711	1 ^{er} juillet 2009	28 février 2011	En cours
STDF 246	Élaboration d'un Plan d'action dans le domaine SPS pour le Cambodge	Cambodge	Déterminer les actions à mener pour améliorer le système SPS au Cambodge.	FAO	199 360	20 avril 2009	19 avril 2010	En cours

Réf.	Titre	Bénéficiaire	Objectif	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Total FANDC (\$EU)	Date de début	Date de fin	État d'avancement
STDF 255	Initiative régionale de lutte contre les mouches des fruits en Afrique occidentale	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Sénégal	Effectuer des tests dans des champs de manguiers pilotes en utilisant différentes techniques de lutte contre les mouches des fruits et d'autres techniques de lutte antiparasitaire intégrée pour surveiller les populations de mouches des fruits et lutter contre ces populations dans huit pays pilotes.	CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement)	313 220	1 ^{er} avril 2009	31 mai 2010	En cours
STDF 283	Soutien pour l'évaluation des risques SPS dans le secteur de l'exportation des mangues au Mali	Mali	Améliorer la capacité du Mali à se conformer aux normes SPS internationales et privées dans le secteur de la mangue.	Agence nationale de la sécurité sanitaire des aliments (ANSSA)	454 530	À confirmer	À confirmer	En attente de passation de contrat